**Le Regroupement des
Citoyens de St-Zénon**

**Mémoire présenté à la
Commission Parlementaire sur les véhicules hors route**

À Québec, du 7 au 10 mars 2006

**Préambule
Situation à St-Zénon dans la région de Lanaudière
Position du Regroupement des Citoyens de St-Zénon
Conclusion**

Préambule

Les travaux de la Commission Parlementaire ne peuvent pas être complets, si les membres de cette Commission n'ont pas l'occasion de lire notre mémoire. Connaître la situation des citoyens de St-Zénon est capital pour comprendre leur vécu avant de prendre une décision majeure. Cette décision affectera l'ensemble des citoyens du Québec pour très longtemps.

Notre but, en présentant ce mémoire, est d'éviter que d'autres citoyens ne soient affligés par une situation invivable, comme c'est le cas présentement dans notre petit village. Il faut s'assurer que les membres de cette Commission aient concrètement toutes les données nécessaires à une prise de décision éclairée, équitable et durable.

Situation des citoyens de St-Zénon

Sachez que 85% du territoire de St-Zénon est constitué de terres publiques...Or, certains citoyens ont reçu un avis d'expropriation de la part de la Municipalité de St-Zénon pour la construction d'un nouveau tronçon de sentier VHR.

Depuis bientôt deux ans, ces gens subissent des torts, du vandalisme, du harcèlement, le stress de cette menace d'expropriation. Les conséquences physiques et morales engendrées par une lutte constante pour la défense de leurs droits portent atteinte à leur qualité de vie. Le droit à la propriété et le droit à la jouissance de leur bien en toute quiétude, tel que décrit dans la Charte des Droits et Libertés ont été lésés. Ils n'ont d'autre choix que de se défendre devant les tribunaux. Ils ont donc engagé les sommes d'argent nécessaires à leur défense et consacré un nombre incalculable d'heures pour la recherche et l'élaboration de leur dossier.

De plus, ils ont eu à subir les effets pervers de leur lutte. La Municipalité a pu obtenir du Ministre des Transports la permission, jamais consentie antérieurement, de laisser passer les VHR dans le rang St-François en 2005-2006. Comme conséquence, ces véhicules circulent à moins de dix mètres de leur demeure, provoquant des infiltrations de gaz d'échappement jusqu'à l'intérieur de leur maison. Leur santé ne peut qu'en être détériorée, par les effets sonores également, auxquels succédera la poussière soulevée par cette circulation.

Tous les utilisateurs de ce rang montagneux et tortueux sont exposés en permanence à de très sérieux accidents. Voitures, camions de transport forestier, facteur, vidangeurs, déneigeuse font face régulièrement aux motoneiges et aux quads qui, très souvent, dévalent à toute vitesse cette route. Imaginez la situation d'un résident qui doit sortir ou rentrer chez lui bien qu'une courbe ou une élévation du terrain l'empêche de voir ce qui vient sur la route...Plusieurs personnes ayant échappé de justesse à un accident peuvent en témoigner.

Il faudrait reconsidérer l'amendement législatif proposé dans le Document d'orientation. Présentement, la Municipalité doit demander au Ministère des Transports l'autorisation de circuler sur une route...Un simple devoir d'informer le Ministère ouvrirait la porte à bien des abus.

Pour les autres résidents de St-Zénon, toute cette question d'expropriation est devenue une source d'inquiétudes et de désaccords qui divisent les gens, même au sein de leurs familles. Ce dangereux précédent, qu'espèrent créer les élus de St-Zénon, risque d'affecter également les personnes et les familles de toutes les municipalités du Québec.

Pour toutes ces raisons, il faut renoncer à exproprier des citoyens afin de servir aux intérêts privés.

Position du Regroupement des Citoyens de St-Zénon

Notre regroupement apporte son soutien aux personnes visées par ces avis d'expropriation. Nous sommes outrés de voir que les élus municipaux bafouent un droit si cher aux Québécois : le droit à la propriété. Il faudrait plutôt favoriser une vie économique diversifiée, fondée sur des principes de développement durable.

Pour ce qui est des Quads, véhicules qui deviennent beaucoup plus populaires que la motoneige, ils sont encore plus problématiques. Nous constatons que l'inquiétude causée par l'avènement de ces bolides tout terrain augmente en même temps que leur popularité.

Nous pourrions vous soumettre un nombre grandissant de témoignages de citoyens qui ont subi des inconvénients et même des dommages lorsque ces véhicules s'aventurent hors des sentiers qui leurs sont si généreusement octroyés par ces mêmes citoyens, propriétaires. Ces délinquants sont «chez-eux» partout, toute l'année.

Un autre volet négligé dans le Document d'orientation, c'est celui de l'environnement. Au plan écologique, nous ne pouvons que condamner la façon de construire un sentier à St-Zénon. Aucun tracé n'a été soumis à la consultation publique. Aucune étude d'impact n'a été commandée. Aucun certificat d'autorisation n'a été obtenu du Ministère de l'Environnement. Pourtant, le sentier longe et traverse plusieurs cours d'eau. De plus, les travaux ont été exécutés avant même que tous les propriétaires concernés n'aient été approchés!...Donc, un sentier qui aurait pu être viable, s'il avait été correctement planifié et peut-être simplement déplacé, devient une source de problèmes. Ce problème sera résolu en Cour Supérieure, et ce, à grands frais en premier lieu pour les citoyens expropriés et pour tous les contribuables de St-Zénon.

C'est pourquoi nous nous devons de vous mettre en garde, car le Document d'orientation ne mentionne pas la possibilité d'exproprier pour créer des sentiers permanents...Chez nous, ce n'est plus une possibilité ; c'est un fait.

Le Document ne reflète aucunement la multitude de problèmes que causera le nombre grandissant de VHR à la population en général, aux propriétaires de terrains privés et aux cultivateurs en particulier. Vous n'avez aucun indice sur les dommages qui seront causés à l'environnement, à la faune et à la flore si tout les fonds libérés pour aménager ces sentiers vont aux municipalités, si tout le pouvoir leur est transféré.

Plusieurs Ministères ont déjà été avisés par correspondance, à maintes reprises de la situation qui prévaut à St-Zénon : le Ministère des Affaires Municipales et des Régions, le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et des Parcs, le Ministère des Transports, le Ministère de la Sécurité Publique. Nous sommes convaincus que la Commission Parlementaire ne doit pas approuver un Projet de Loi visant à financer, à même les fonds publics, des sentiers permanents qui ne concernent que des entreprises et des clubs (Organismes sans but lucratif). Un excès de confiance se transforme facilement, à ce niveau, en abus de pouvoir envers les citoyens et en laxisme face aux normes environnementales.

Recommandations

Le Regroupement des Citoyens de St-Zénon recommande à la Commission Parlementaire :

1. Le retrait immédiat de l'autorisation de circuler sur le rang St-François et ce, pour tous types de VHR ;
2. La dénonciation de cette expropriation pour des fins récréatives polluantes et d'intérêt privé ;
3. Le retrait immédiat de la loi 90 ;
4. La prudence avant d'attribuer encore plus de pouvoirs aux municipalités ;
5. Une grande préoccupation pour la protection de l'environnement au Québec (seulement 3% du territoire serait plus ou moins protégé...) ;
6. La création d'espaces publics limités et contrôlés pour les VHR, tel que présenté dans certains mémoires sur la consultation publique ;
7. Un contrôle très serré des dépenses prévues pour ces espaces publics et les sentiers permanents. Vigilance...Est-il normal qu'un Directeur Général de SADC siège aussi sur le conseil d'administration comme Secrétaire-Trésorier d'un club de motoneige qu'il contribue à financer? ;
8. Le maintien de la distance maximum de circulation de 500 mètres sur les chemins publics;
9. Plutôt que de tenter de corriger des erreurs par des mesures d'atténuation, louables mais difficiles à mettre en pratique, nous optons pour des choix judicieux, pour la prévention des inconvénients et des dommages éventuels.

Conclusion

Nous, membres du Regroupement des Citoyens de St-Zénon, sommes conscients de l'importance de partager avec vous notre vécu concernant les conséquences de la circulation des VHR dans notre milieu.

Nous souhaitons que la Commission Parlementaire puisse s'en inspirer afin d'offrir aux Québécois des conditions de vie et de loisirs respectueux des citoyens et de leur environnement.